

UN MONDE MALADE DE LA VIOLENCE DE LEUR SOCIÉTÉ

Dans la nuit du 22 au 23 mai, une infirmière du service de psychiatrie du CHU de Reims a été assassinée par un patient avec des antécédents psychiatriques. Sa mort a évidemment suscité une immense émotion, non seulement auprès de ses proches et de ses collègues, mais dans tout le pays. Ce meurtre résonne plus largement avec une situation de violence quotidienne qu'affrontent tous les salariés de la psychiatrie et de la santé en général.

Mais comment ne pas voir d'où vient cette violence ?

Dans la santé, à l'hôpital public comme dans le privé, elle trahit cruellement le manque de moyens, l'incapacité de faire face aux besoins, de prendre en charge tous ceux qui doivent l'être, dans des conditions de sécurité correctes pour les soignants – et comment séparer ces conditions de sécurité d'effectifs suffisants, pour répondre aux besoins des patients avec respect ? Pourquoi le patient meurtrier, schizophrène, avait-il été sorti de l'hôpital psychiatrique ? Pour faire de la place, on fait sortir des malades, qui, pour certains, peuvent être de véritables bombes à retardement. Oui, il faut des moyens pour la santé, c'est urgent. Macron et le gouvernement versent des larmes de crocodile ! Mais qui a fermé des lits depuis des années, y compris en pleine pandémie ?

Le seul langage du gouvernement : la surenchère sécuritaire

Presque au même moment, trois policiers décédaient dans un accident de voiture, percutés par un conducteur alcoolisé. Là, Macron et ses ministres se sont précipités pour leur rendre hommage. Et, surtout, en profiter pour reprendre le vocabulaire de l'extrême droite en dénonçant la « décivilisation », expression puisée dans le vocabulaire des racistes.

Oui, leur société est violente ! Comme l'a montré le ministre de l'Intérieur, Darmanin, avec son opération Wuambushu à Mayotte où il s'en est pris aux « migrants » parqués dans des bidonvilles détruits par

les bulldozers du gouvernement. Comme le montre la loi sur l'immigration du même Darmanin. Comme le montrent leurs flics sitôt que des travailleurs manifestent ou font grève, comme la semaine dernière aux portes de Vertbaudet dans le Nord.

Les Macron et autres Darmanin s'y connaissent bien en termes de violence ! Eux qui prétendent imposer au pays entier une loi sur les retraites dont personne ne veut, en dehors du patronat. Personne, et pas la lauréate de la Palme d'or Justine Triet, qui l'a rappelé jusque sur la tribune du festival de Cannes !

Pas question de tourner la page des luttes !

L'intersyndicale a dirigé le mouvement tout au long des derniers mois. Mais après le premier mai, elle n'a proposé comme échéance générale que le mardi 6 juin, plus d'un mois après. Et les différents syndicats ont accepté individuellement de rencontrer le gouvernement pour aborder d'autres sujets. Parce qu'il ne faudrait pas que la lutte contre la réforme bloque le dialogue ? Voilà une drôle de façon de « bloquer le pays ». Et après le 6 juin, quelles seraient les suites ? Attendre le baroud d'honneur des députés le 8 juin ?

Le 6 juin, nous devons être à nouveau des centaines de milliers dans la rue. Non parce que nous aurions quelque illusion sur le projet de loi déposé par les politiciens de Liot. Mais parce que nous voulons en finir avec ce gouvernement et ceux qu'il sert : les patrons.

Ne comptons que sur nous-mêmes

S'unir dans la lutte pour arrêter les attaques patronales, pour répondre à la violence des capitalistes et de leur système, ce serait le seul moyen d'affronter cette soi-disant « décivilisation ». Un combat tous ensemble contre les maîtres de ce monde, qui sont en train de nous emmener à la barbarie pour sauver leurs milliards de bénéficiaires. Un combat qui passe par la construction de toutes les luttes contre les attaques des capitalistes, et par l'organisation pour en finir avec cette société de misère et d'exploitation. Pour les salaires et les revenus, contre les licenciements, contre le racisme, contre la guerre et la crise écologique, face au capitalisme, organisons-nous !

C'est collectivement qu'on se fait respecter

Des collègues du plateau 11 sont à nouveau montés voir la direction la semaine dernière. Car il n'est pas question qu'on nous impose encore un changement de poste de travail ! Personne n'est d'accord avec ces réorgs qui nous pourrissent la vie tous les deux ans.

Nous ne sommes pas les pions de La Poste.

Encore un report, à quand l'annulation ?

Ce sont 16 emplois que La Poste veut supprimer sur le 11^e et la collecte. Elle a cru que ça allait se passer sans contestation, mais non !

Du coup, la direction parisienne reporte encore sa réorg à septembre. Eh bien tant mieux, mais il faut continuer à lui dire que nous ne voulons pas de son plan.

La Poste espère que les congés d'été vont nous faire oublier tout ça, mais quelles que soient ses supercheries, nous ne sommes pas prêts à laisser passer ces mauvais coups contre nous tous.

De « pauvres patrons » qui n'arrivent pas à embaucher

Que l'on soit titulaire ou intérimaire, nous assurons tout le travail dans ce bureau. Mais La Poste met des bâtons dans les roues des collègues en contrat précaire pour l'obtention du CDI : QCM infaisable, permis de conduire... bref toute excuse est bonne pour les maintenir sur un siège éjectable.

La loi du patron qui fait le tri entre nous, ce n'est pas la nôtre.

Oh les menteurs

Ce mardi c'était la grosse surcharge. C'est la galère chaque début de semaine, car dans les centres de tri, la direction dit aux collègues de tout envoyer sans compter. Elle leur dit que nous nous tournons les pouces à la distri.

Il suffit de discuter entre services pour se rendre compte de leurs mensonges permanents.

Les emplois menacés à Mediapost

La Poste voudrait renvoyer tous les IP aux facteurs. Il y a des bureaux où ce n'est pas encore le cas en région parisienne.

Nos collègues de Mediapost sont menacés de licenciement, et nous de surcharge. La meilleure solution, c'est de se défendre tous ensemble

La chasse aux pauvres est ouverte

Gabriel Attal, ministre des Comptes publics, a encore sévi pour dénoncer la « fraude sociale ». Propose-t-il d'en finir avec l'évasion fiscale des milliardaires et des groupes capitalistes ? D'en finir avec les aides publiques

colossales qui se montent à plusieurs centaines de milliards par an pour les géants comme Total, Stellantis et bien d'autres ? Bien sûr que non !

C'est contre les travailleurs, retraités qui plus est, que le gouvernement veut « renforcer les sanctions ». En bon perroquet de l'extrême droite, il pointe du doigt les travailleurs immigrés qui vivraient moins de neuf mois par an en France.

Et tout son projet est de la même eau sale.

Des migrants délogés pour faire place à des sans-abri franciliens

De nombreuses familles de migrants ont été délogées par la police d'un hôtel social de Montgermont, près de Rennes, pour laisser place à des sans-abri expulsés d'Île-de-France. Les associations déplorent « la précipitation et l'inhumanité » de ces relogements. Certaines personnes évacuées ont été relogées dans d'autres départements bretons alors qu'elles sont parfois malades, ont des enfants scolarisés ou exercent un emploi dans la région rennaise.

Certains migrants ont été relogés du jour au lendemain dans le Finistère où ils n'avaient qu'une seule nuitée réservée. Un bénévole explique : « Après, ils étaient renvoyés à la rue. Donc ces gens sont revenus à Rennes, et nous n'avons pas le droit de les reprendre. »

Pollution plastique : grand-messe à Paris

Près de 175 pays ont rendez-vous cette semaine à Paris, au siège de l'Unesco, pour établir un traité international contre la pollution plastique. Il est plus que temps : 460 millions de tonnes de plastique sont produites chaque année dans le monde, et ce chiffre pourrait tripler d'ici 2060, alors que les deux tiers finissent dans l'environnement et moins de 10 % sont recyclés.

Le plastique est partout : emballages, fibres de vêtements, matériel de construction, outils médicaux. Mais aucun État ne remet en cause le système de production capitaliste lui-même, pourtant principal responsable de la pollution de la planète.

Australie : des enfants salariés... dès 11 ans

Le quotidien britannique *The Guardian* révèle que dans le petit village de Jugiong (350 habitants) un café-restaurant, *The Long Pantry* (le garde-manger), emploie majoritairement des enfants à partir de 11 ans.

Ils travaillent le week-end et s'occupent de la plonge, de la confection de confiture et de servir les clients. Ce en toute légalité, car, dans cette région, aucune législation claire ne définit un âge minimum pour occuper un emploi salarié. Un rêve éveillé pour certains patrons.